

ministre. Se renseignera-t-il au sujet d'une récente condamnation de l'ERCO parce qu'elle exerçait un monopole contre l'intérêt public aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions et au sujet de la position de monsieur Solandt comme président du Conseil des sciences et vice-président d'ERCO?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Davis Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser ma question au président du Conseil du Trésor puisque le premier ministre lui a demandé avis lorsque l'honorable représentante de Vancouver-Kingsway a posé sa question. J'aimerais donc puiser directement à la fontaine de savoir du gouvernement et demander au président du Conseil du Trésor...

Le très hon. M. Trudeau: Où ce régime présidentiel va-t-il?

M. Lewis: ...si le gouvernement envisage la démission de M. Solandt de son poste de président du Conseil des sciences par suite du conflit d'intérêts évident que présente sa charge élevée au sein de la société dont il a été question?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, je crois que chaque fois que le Canada s'efforce de s'assurer les services partiels d'un Canadien d'élite, un conflit d'intérêts est à prévoir inmanquablement. Si l'homme qui dirige le Conseil des sciences du Canada n'avait d'autre intérêt que celui-là, il n'aurait pas acquis sa notoriété. Dans les circonstances actuelles, il faut tenir compte, je crois, du fait que M. Solandt, semble-t-il, sait s'élever au-dessus de ce genre de conflit, et nous avons confiance en lui.

M. Lewis: Le président du Conseil du Trésor peut-il du moins promettre de rechercher une autre personne qualifiée, dont la réputation ne serait pas flétrie par un conflit d'intérêts nécessairement nuisible au travail du Conseil des sciences du Canada?

L'hon. M. Drury: Le gouvernement est toujours à l'affût de personnes de valeur. Si le député souhaite que nous cherchions à remplacer M. Solandt au sein du Conseil des sciences à cause des instances qu'il vient de faire, je réponds non.

Mme MacInnis: Le ministre ne pourrait-il pas trouver une personne sans attaches avec une société qui a été condamnée à verser une amende de \$40,000 aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Plus tard]

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): J'ai une question supplémentaire monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au premier ministre si le gouvernement suit le principe préconisé par le président du Conseil du Trésor lorsqu'il s'agit de nommer un membre du cabinet, même s'il y a conflit d'intérêts

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Korchinski: Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question différemment au premier ministre. Accepte-t-il le même principe que celui préconisé par le président du Conseil du Trésor lorsqu'il envisage comme candidats au cabinet des députés ayant des intérêts dans des sociétés...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie.

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LA POLLUTION DE L'AIR PAR LES MOTEURS À RÉACTION

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Ma question s'adresse au ministre des Transports, mais en son absence, peut-être le premier ministre y répondra-t-il. Comme le gouvernement des États-Unis a informé toutes les sociétés aériennes qu'elles devront, d'ici 1972, cesser de polluer l'air par la fumée des moteurs à réaction, le gouvernement Canadien songe-t-il à communiquer une directive similaire à nos sociétés aériennes?

[Français]

M. Gérard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports, je prends avis de la question et je la lui transmettrai dès son retour.

[Traduction]

[Plus tard]

M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire relative à la pollution par les moteurs de jets et je voudrais la poser au ministre de la défense nationale. Le ministre a-t-il ordonné une conversion similaire des jets militaires pour le nettoyage des circuits de combustion?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Pas à ma connaissance, monsieur l'Orateur.

LES PARCS NATIONAUX

LA RÉPONSE DU MINISTRE AUX RÉSIDENTS

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Ma question s'adresse au ministre des Affaires indiennes et